

Une gifle allemande plus importante que le soufflet fait à la Macronie



La principale responsable

Une tarte bien plus importante que la pichenette faite au président de la République qu'à titre personnel je ne considère pas comme le président de la France.

Emmanuel Macron giflé: un témoin BFMTV filme l'agression d'un autre angle pic.twitter.com/mP907RtTki

– BFMTV (@BFMTV) [June 8, 2021](#)

On notera le discours apitoyé du fan club féminin. Elles sont toutes désolées et émoustillées à la vue du gendre ou de l'amant rêvé. Brigitte est enviée.

Cela donne une idée du niveau de culture politique et de la mémoire de poisson de ces Françaises, car comment avoir du respect pour un président (*minuscule volontaire*) qui aura passé son temps à violenter la France, à la mépriser, à lui nier sa culture puisque pour lui, elle n'existe pas. Lui, qui l'aura condamnée à l'étranger en la traitant de criminelle contre l'humanité. Sans compter son mépris pour

ce qu'il appelle les Gaulois réfractaires.

Je ne l'aurais jamais souffleté, ce geste était inutile, et les auteurs seraient, dit-on, sulfureux, et nul doute qu'il leur sera mis sur le dos tous les fantasmes mélenchonistes sur « *l'extrême droite* » puisque après l'étiquette « *royaliste* », la police aurait trouvé chez l'un d'eux un exemplaire de Mein Kampf. Alors quoi ? Royaliste ou nazi ? On n'a pas fini d'en entendre parler.

On notera au passage que la presse s'est répandue sur l'auteur en dévoilant son prénom, son nom, ses activités, ses opinions politiques, etc. On aimerait bien que cette presse en fasse autant lorsque c'est un islamiste qui poignarde au nom d'Allah, un immigré qui assassine, qui viole, qui agresse au lieu de modifier leur seuls prénoms, voire de les franciser au nom du « pasdamalgame ».

Pour moi, quand on abaisse la France, son prestige international et la fonction présidentielle, on se dit que quelque part, il l'aura bien cherché.

Je voudrais parler d'une autre et formidable claque, celle-là. Celle qui a été donnée par Berlin à l'Union européenne en refusant d'admettre la primauté de la loi européenne sur la loi allemande.

La Constitution allemande refuse les décisions économiques de cette commission qu'elle juge illégales.

Les directives sont jugées par le Conseil européen, la Commission européenne, le Parlement européen, les Cours de justice européennes comme supérieures à toutes les lois qui ont cours dans toutes les Nations composant cette « Union » européenne. Malgré que les dirigeants de ces Nations aient été élus par leurs peuples. Ce qui est loin d'être le cas pour ces oligarques, ces fonctionnaires, ces nommés.

La Commission européenne va ouvrir le 9 juin une procédure

d'infraction contre l'Allemagne, à la suite d'un arrêt controversé de la Cour constitutionnelle en 2020 qui avait remis en cause la primauté du droit européen sur le droit national, a-t-on appris le 8 juin de sources européennes.

Nous en sommes là, de fait, suite à ces manœuvres, ces trahisons de la plupart des élus de France et d'ailleurs, qui se sont moqué des référendums comme en France, en Hollande, en Irlande, qui étaient des refus de fond de cette dictature européenne qui s'installe sans l'aval réel des peuples.

Venant aussi d'Allemagne. « *le ministre des Affaires étrangères allemand Heiko Maas a appelé lundi l'Union européenne à supprimer la possibilité de veto dont dispose chacun des États membres afin que l'Europe ne soit plus « prise en otage » dans ses capacités d'action* ». ([Source](#))

Ce ministre veut interdire à des pays qui protestent contre les politiques de la Commission, budgétaires où sur l'immigration, la possibilité de la refuser par le moyen du veto. C'est une gifle à la souveraineté des peuples.

Il y a en Allemagne à boire et à manger.

Fort heureusement, pour décider à la majorité qualifiée en matière de politique étrangère, il faut d'abord modifier les traités européens à l'unanimité. Gageons que la Hongrie, mais également la plupart des pays d'Europe centrale et orientale s'y opposeront.

Nous apprenons il y a peu que plus de 14 milliards vont être dépensés pour permettre aux pays du Caucase et à la Turquie de rejoindre cette Union européenne.

1/ À quel citoyen a-t-on demandé l'avis sur cette dépense qui vient du porte-monnaie des contribuables ?

2/ À quel citoyen a-t-on demandé son avis d'inclure des pays comme la Turquie islamiste, le Kosovo mafioso, la Macédoine

incertaine, etc.

Le chef du gouvernement polonais **Mateusz Morawiecki** a salué la décision allemande comme « *l'un des jugements les plus importants dans l'histoire de l'Union européenne* ». On peut aussi en passant saluer la fronde de la Slovaquie, de la Hongrie et remercier la ténacité de ces Hongrois comme **Victor Orbán**.

La dictature de cette Commission européenne a senti le vent du boulet allemand.

Elle ne veut pas d'écarter, refuse d'accepter la primauté des décisions venant des peuples, de ces élus en interne des pays et explique pourquoi elle ne supporte pas la contradiction.

Cet arrêt soulève de graves préoccupations quant à sa compatibilité avec le droit de l'Union, en particulier les principes généraux d'autonomie, de primauté, d'efficacité et d'application uniforme du droit de l'Union, ainsi que de la compétence de la Cour de justice européenne. Et il constitue un dangereux précédent pour le droit de l'Union.

Un droit spoliateur des droits des peuples à décider par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

Cette affaire est jugée comme un camouflet par ces fonctionnaires grassement rémunérés pour nous emprisonner dans des directives qui, finalement, nous interdisent de bouger le petit doigt.

Charles de Gaulle disait, dans les grandes lignes, *qu'un traité était fait pour être modifié, changé, voire supprimé* au nom des peuples à décider par eux-mêmes de leur destin.

Comment peut-on accepter des hors-sol qui, à travers un Parlement croupion, décident de ce qui est bon et démocrate. « *Des résolutions créent des remous en Russie, comme par*

exemple quand le Parlement (européen) a voté une résolution demandant un changement de régime en Russie ainsi que des moyens financiers pour le provoquer. C'est tout simplement effarant.

C'est l'Afghanistan, Cuba, le Sri Lanka, le Maroc, la Biélorussie et, bien sûr, comme toujours, la Russie qui sont condamnés et dans le collimateur de ces tartufes et autres agitateurs. ([Source](#))- ([Source](#))

Monsieur **Nicolas Sarkozy**, de *Les Républicains*, ceux-là mêmes qui sont alliés avec la Macronie souffletée dernièrement, a non seulement passé outre le résultat du référendum de 2005 avec la complicité des socialistes, mais il a aussi supprimé un article mis en place par Jacques Chirac obligeant le Gouvernement français à faire un référendum pour recueillir le refus ou l'assentiment des Français pour qu'un nouveau pays puisse entrer dans l'Union européenne.

Les Français n'aurait jamais voté OUI, pour l'entrée de la Turquie dans l'UE. Ainsi nous pouvons constater toute la duplicité des sarkozistes et des socialistes dès 2008, lors du vote de cette ignominie.

Que la Cour constitutionnelle allemande mette une claque à la Commission européenne est une bonne chose. Ce n'est hélas, pas le cas de nos Cours constitutionnelle et Conseil d'État qui s'aplatissent à toutes les directives de ce monstre qu'est devenu cette UE.

Les prochaines élections présidentielles devront permettre à un Président (e) de modifier les traités, de s'en détacher, de les refuser, voire de quitter la table comme l'avait fait de Gaulle en son temps.

Sans la France, l'Union européenne est morte.

Avec Macron le giflé, ce sera l'inclusion, l'intégration, le fédéralisme, et la Turquie à terme. Ce sera la mort de la

France. C'est pour peser lourdement sur ces enjeux majeurs que l'abstention doit être combattu. Même si parfois je suis violent dans mes écrits pour dénoncer cette irresponsabilité.

Gérard Brazon